



# Groupe Écologie & solidarité



Allocution du [Groupe Écologie & solidarité de l'AFE](#)

Ouverture de la 38ème session de l'AFE, lundi 27 mars 2023

Monsieur le ministre, Madame la présidente, Madame la secrétaire générale, Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Face à vous aujourd'hui, les représentants élus des Français de l'étranger ont convergé vers notre capitale pour cette 38ème session en traversant un monde toujours plus conflictuel et posant pieds dans une France en ébullition, dont les institutions ont été malmenées et la population secouée par une réforme à marche forcée de nos retraites. Nous assistons meurtris à l'assèchement d'un acquis de la Résistance, qui structurait la société française ; nous assistons choqués au retour des voltigeurs et des nasses qui matraquent et étouffent sans discernement les citoyens. Si aucune violence n'est légitime, la colère le reste.

Nous le voyons depuis l'étranger et cela ne laisse pas indifférent les peuples qui nous accueillent. Ce qui aurait pu être un grand débat national est en train de devenir une crise sociale et institutionnelle. Il est primordial pour la sérénité de notre société que le Président et son Gouvernement accepte un dialogue qui transforme son projet, même à sa racine... surtout à sa racine. Notre groupe y reviendra dans une question ultérieure : votre collègue le ministre du Travail a accepté la création d'un groupe de travail sur les effets de la réforme des retraites pour les Français de l'étranger. Nous demandons à ce que notre assemblée y soit associée.

Selon la loi du 22 juillet 2013, notre assemblée aurait dû être informée des dispositions relatives à nos compatriotes dès le dépôt du projet de loi de finance de la sécurité sociale. Ensemble, rectifions le tir.

Rectifions ensemble le tir aussi en rendant l'opportunité à cette Assemblée de débattre une fois par an et en votre présence, de la situation globale des Français établis hors de France. Une nouvelle fois il s'agit d'une disposition, l'article 10 de cette loi de 2013.

Rectifions ensemble le tir car cette Assemblée réunissant des élus locaux est au plus proche du quotidien de nos compatriotes. Vous avez été élu local vous aussi ; vous avez connu cette qualité et proximité sans pareil que nous entretenons avec chaque citoyen. Nous sommes les petites mains de la démocratie concrète.

Et pourtant nous devons puiser dans une motivation toute sacerdotale pour assurer au mieux la mission que nos concitoyens nous ont confiés. Nous regrettons sincèrement l'annulation de nombreux projets d'audition cette semaine. Nous n'en voulons pas à l'équipe du secrétariat général de cette Assemblée tant nous les savons à saturation. Permettez-nous de solliciter pour eux que soient améliorées leurs conditions de travail notamment par le

renforcement de cette équipe. Et notre groupe proposera aussi à cette Assemblée que nous traitons la question du meilleur suivi de nos résolutions. Notre rôle, bien au-delà de conscrire nos sujets à des compétences limitées, est de venir ici pour porter la voix, les aspirations et les inquiétudes de nos compatriotes.

Monsieur le ministre, nos compatriotes sont inquiets.

Ils sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants. Le dernier rapport du GIEC (dont nous regrettons l'absence lors de cette session) vient une nouvelle fois nous mettre sous les yeux l'urgence de la situation. Le réchauffement climatique s'emballe toujours plus vite que prévu ; ses effets sur notre santé et sur les possibilités que notre espèce puisse vivre partout sur le globe s'aggravent dans des proportions exponentielles. Ne pas s'en alarmer serait inconscient. Ne rien faire serait criminel.

Nos compatriotes sont inquiets par ces bruits de bottes qui résonnent partout sur Terre. Dans un nouveau temps de l'Histoire où les démocraties et les États de droit sont menacés comme ils l'ont été il y a un peu moins d'un siècle, faisons de la France un modèle de société libre, juste et solidaire. Ne donnons pas de conseils : montrons l'exemple.

Les enjeux d'influence tant mis en avant par votre Gouvernement ne peuvent faire l'économie ni de reconsidérer la cohérence globale de nos discours et de nos actes, ni de disposer d'un personnel expert, dont la formation et la construction des carrières toutes entières se. dédient au renforcement et à la spécialisation de ces expertises. Il ne peut faire l'économie d'un corps diplomatique.

Et dans un monde de la démultiplication et du surgissement des acteurs, sachons voir dans l'implication de tous nos compatriotes à l'étranger le continuum d'une ligne d'influence ; que cette implication soit économique, culturelle, écologique, éducative ou sociale. Les actes et les réalisations de nos compatriotes à l'étranger sont les meilleures preuves de ce que notre nation peut apporter au progrès de l'humanité.

De la même manière qu'en Afrique le Président discrédite les critiques formulées à certains États parce que simultanément il adoube une transition ni démocratique ni même simplement légale, le Président discrédite l'engagement de la France pour les sociétés libres et démocratiques lorsqu'il fait réprimer violemment le droit fondamental que nous avons de manifester. Le Président et sa majorité relative pousse au bord de la rupture le pacte républicain que ses prédécesseurs, de gauche comme de droite, avaient pourtant pris soin de préserver. En tant qu'élus, nous sommes les premiers gardiens, contributeurs et artisans de ce pacte. C'est pourquoi notre groupe appelle tous nos collègues élus des Français de l'étranger à manifester, demain dans les rues de Paris aux côtés des Françaises et Français, pour demander le retrait de cette réforme des retraites, pour demander le retrait de cette loi.

Je vous remercie.

